

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan Opération Unified Protector (suite et fin)

N° 91bis du 26.06 au 25.07.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Politique (suite)

3 Les parties prenantes

c) Le reste du monde

Allemagne

France

Grande-Bretagne

Italie

4 Institutions internationales.

Dans les coulisses

La Libye au cœur des débats

La CPI va-t-elle enquêter sur les crimes de guerre de l'Otan

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

4-1 Et certain arrive encore à parler de "protection des civiles"?

4-2 L'Otan voudrait faire taire Thierry Meyssan.

4-3 VIDEO : Sarkozy, combien d'enfants as-tu tués cette nuit ?

4-4 Michel Collon interpelle M. Leterme.

4-5 Raid OTAN : Un chercheur soutient que l'OTAN dévoile les mensonges sur la guerre.

5 Brèves

5-1 Séminaire à Tripoli sur l'impact des opérations de l'OTAN sur la santé nutritionnelle en Libye.

5-2 Washington pourra financer les rebelles.

6 Dossiers

6-1 M. Zemmour : «L'Otan doit cesser de violer la souveraineté libyenne» .

6-2 Claudine Pôlet : La guerre contre la Libye et le « nouveau concept stratégique » de l'Otan.

6-3 Roland Marounek : La destruction humanitaire de la Libye.

6-4 Marcel Poznanski : La guerre n'est pas un jeu...

6-5 Vladimir Caller : Libye, Côte D'Ivoire : Sarkozy jouant au néo-conservateur ?.

6-6 Thierry Meyssan : L'OTAN face à l'ingratitude des Libyens.

Politique (Suite)

3 Les parties prenantes

c) Le reste du monde

Allemagne

L'Allemagne offre 100 millions aux rebelles.

De nouvelles explosions ont ébranlé Tripoli durant les nuits du week-end et un immeuble des services de renseignements a été touché. Berlin a annoncé dimanche vouloir apporter une aide de jusqu'à 100 millions d'euros aux rebelles libyens.

Deux détonations ont retenti dans la nuit de samedi à dimanche dans le secteur de la résidence du colonel Kadhafi dans le centre de Tripoli. Elles ont été suivies par d'autres déflagrations dans les banlieues est et sud-est de la capitale. Une colonne de fumée a été vue peu après au-dessus de la résidence, qui a été samedi la cible de raids de l'OTAN.

Un habitant a déclaré à Reuters qu'un immeuble abritant des services de renseignements avait apparemment été touché, pour la première fois depuis le début de l'intervention militaire internationale contre le régime de Mouammar Kadhafi à la fin mars.

Une série de raids aériens avait déjà ébranlé Tripoli dans la nuit de vendredi à samedi, touchant plusieurs sites civils et militaires et faisant plusieurs blessés, selon la télévision libyenne. L'OTAN déclare avoir frappé un centre de commandement militaire.

Equipements médicaux et nourriture

Outre le soutien militaire de la coalition, les rebelles libyens vont également recevoir une aide matérielle. L'Allemagne a annoncé dimanche une aide civile et humanitaire à l'opposition libyenne, regroupée dans le Conseil national de transition (CNT). Cette enveloppe peut aller jusqu'à 100 millions d'euros (117 millions de francs).

«*En raison de la guerre que mène le colonel Mouammar Kadhafi contre son propre peuple, la situation en Libye est extrêmement difficile*», a expliqué le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle dans un communiqué.

«*Les moyens manquent pour édifier les structures nécessaires et soulager les déficits allant des équipements médicaux à la nourriture. Résultat, les gens souffrent de plus en plus, en particulier dans l'est de la Libye*», a ajouté le ministre.

Garantie sur les fonds bloqués

M. Westerwelle a précisé que les prêts consentis par l'Allemagne seraient garantis par les «*milliards de Kadhafi*», les avoirs du dirigeant libyen gelés dans le cadre de sanctions internationales, jusqu'à leur mise à la disposition de l'opposition.

La décision fait suite à une réunion le 16 juillet à Istanbul. Les Occidentaux et des pays de la région y ont déclaré que les opposants représentaient le pouvoir légitime en Libye, leur donnant accès à des fonds vitaux.

Les bombardements de l'OTAN ont empêché la perte des villes tenues par les opposants armés, mais n'ont pas réussi à provoquer la chute du régime. La Libye est ravagée depuis cinq mois par une guerre civile après un soulèvement contre le colonel Kadhafi, au pouvoir depuis plus de quarante ans. Mais les négociations en coulisse vont bon train.

<http://www.tdg.ch/actu/monde/bombardements-tripoli-allemande-offre-100-millions-rebelles-2011-07-24>

France

Paris est opposé à "toute pause dans les opérations"

de la coalition en Libye, comme l'a réclamée l'Italie, estimant que cela "risquerait de permettre à Mouammar Kadhafi de gagner du temps et de se réorganiser", a indiqué mercredi le ministère français des Affaires étrangères.

"La coalition et les pays réunis au groupe de contact d'Abou Dhabi, il y a deux semaines, ont été unanimes sur la stratégie: il faut intensifier la pression sur Kadhafi", a déclaré Bernard Valero, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, réagissant lors d'un point-presse à la demande italienne d'une "suspension des actions armées en Libye" pour permettre d'apporter une aide humanitaire immédiate à la population.

"Toute pause dans les opérations risquerait de lui (Kadhafi) permettre de gagner du temps et de se réorganiser", a poursuivi M. Valero.

"Au final, ce sont les populations civiles qui pâtiraient du moindre signe de faiblesse de notre part", a-t-il ajouté.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a réclamé mercredi "une suspension immédiate des hostilités" en Libye afin d'instaurer des couloirs humanitaires pour aider la population.

"La priorité" est un cessez-le-feu en Libye, mais en attendant, "la suspension des actions armées est fondamentale pour permettre une aide immédiate", a souligné le ministre

22/06/2011

[.http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/709295/Libye%3A_Paris_contre_%22toute_pause_dans_les_operations%22_de_la_coalition.html](http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/709295/Libye%3A_Paris_contre_%22toute_pause_dans_les_operations%22_de_la_coalition.html)

Franklin Lamb: Information Clearing House: La France reconnaît l'échec des bombardements de l'OTAN.

Dans la plupart des autres pays arabes, le vendredi est un jour de colère contre le gouvernement en place mais en Libye les prières du vendredi sont suivies par des manifestations massives pro-Kadhafi auxquelles ont participé il y a deux semaines près de 65% de la population de Tripoli. Une des blagues entendues lors de la manifestation pro-gouvernementale massive sur

la Place Verte cette semaine raconte comment le dirigeant Libyen, après les prières du vendredi, enfila son uniforme, avec ses larges épaulettes et tout, et salua le petit drapeau de l'OTAN qu'il colle sur le miroir de sa salle de bains tandis qu'il se déplace sans cesse pour échapper aux drones et aux assassins de l'OTAN.

« *Notre dirigeant fait cela,* » m'informe une jeune femme avec un large sourire, avant de devenir plus sérieuse, « *parce que les bombardements de civils libyens par l'OTAN, dont l'axe US/OTAN accuse Kadhafi, a provoqué une explosion de sa popularité parmi notre peuple tribal et fier. J'en suis moi-même un exemple. Bien-sûr, un peu de sang neuf ne nous ferait pas de mal et certaines réformes auraient du être entreprises il y a longtemps. Quel pays pourrait prétendre le contraire ? Mais d'abord il nous faut vaincre les envahisseurs de l'OTAN avant de pouvoir régler nos problèmes internes, y compris celui des soi-disant "rebelles de l'OTAN" ».*

Depuis le début des opérations de l'OTAN (le 31 mars 2011) l'alliance a effectué 15.000 sorties, dont près de 6.000 opérations de bombardement - selon les chiffres officiels du bureau de Naples de l'OTAN. Les chiffres annoncés pour la journée du 9 juillet sont de 112 sorties et 48 bombardements ou attaques par missiles, ce qui correspond à la moyenne. Les deux ambassades les plus actives en Libye ces derniers jours sont celles de la Russie et de la Chine. Le 25 février, selon le personnel de l'ambassade de Bulgarie (dont une fausse rumeur disait qu'elle gérait les affaires consulaires courantes pour les Etats-Unis), l'ambassade des Etats-Unis a en substance ordonné à toutes les ambassades des pays de l'UE et de l'OTAN de plier bagages. Les officiels libyens racontent aux visiteurs qu'ils ont été choqués par la rapidité de l'exode. « *Ils n'ont même pas dit au-revoir. D'un seul coup, ils sont partis pour l'aéroport,* » a raconté un conseiller du ministère des affaires étrangères lors d'une réunion la semaine dernière.

Les dirigeants russes et chinois sont de plus en plus critiques des actions de l'OTAN et exigent à présent à cessez-le-feu immédiat et définitif. Certains cyniques ici font remarquer que ces pays, contrairement à l'OTAN, savent exactement ce qu'ils font, notamment mettre toutes les chances de leur côté pour l'obtention des contrats juteux de plusieurs milliards de dollars pour la reconstruction du pays alors que tous les officiels libyens interviewés ont juré que pas un seul pays de l'OTAN ne recevra plus jamais un seul Dinar Libyen lorsque l'agression sera finalement repoussée. Et la réalisation de ce « *tout ou rien* » qui pousse les Etats-Unis et son bras armé de l'OTAN de se focaliser sur l'assassinat du Colonel Kadhafi et de tenter de briser son soutien au sein de la population. Si Kadhafi survit, l'OTAN perd ainsi que toutes les grandes compagnies pétrolières qui seraient en train de déprimer au fur et à mesure que l'on signale un afflux massif d'hommes d'affaires Russes et Chinois en Libye.

Des sources de l'OTAN, diplomatiques et du Congrès (US) confirment que l'administration Obama s'est lourdement trompée en pensant que le régime libyen s'effondrerait « *en quelques semaines sinon en quelques jours* » comme l'avait affirmé Obama au peuple américain qui devra mettre la main à la poche à la hauteur de 5 mille milliards de dollars au 31 juillet pour couvrir les coûts de l'opération. L'erreur de calcul d'Obama pourrait lui coûter la présidence, si ce n'est pas la situation économique.

Comme un étudiant de l'université d'Al Fatah a dit : « *Ce que votre gouvernement américain a fait dans la région pour s'autodétruire depuis le 11 septembre paraît incroyable aux yeux des Libyens.*

Et maintenant vous venez nous agresser ?

Pourquoi ?

Vous aviez déjà tout le pétrole que vous vouliez à prix d'ami, nous avons stupidement confié nos fonds souverains à des banques US et nous n'embêtons pas vraiment Israël.

Chaque jour, les bombes de l'OTAN tuent plus de civils libyens.

Nous avons sacrifié près d'un tiers de notre population et plus d'un million de nos frères et sœurs pour expulser les Italiens il y a 70 ans.

Est-ce que personne ne connaît l'Histoire chez vous ?

Ce n'est pas le Bahrein ici, ni la Syrie. Nous sommes armés et nous utiliserons nos armes. Parmi les erreurs commises par nos dirigeants, une des pires est d'avoir fait confiance aux accords signés avec les Etats-Unis en 2004. Les Iraniens et la Corée du Nord se rient de nous pour vous avoir fait confiance et pour avoir abandonné nos programmes d'armes nucléaires et biochimiques. Croyez-moi, mon cher, si Kadhafi quitte le pouvoir, vous allez le regretter parce que le peuple Libyen s'opposera avec plus de fermeté à vos projets que lui ne l'a jamais fait. »

Le dimanche 10 juillet, la France semblait se ranger aux côtés des Russes et des Chinois en appelant à l'arrêt immédiat des bombardements inutiles et contre-productifs, alors que de plus en plus de pays connaissent des manifestations contre les actions de l'OTAN en Libye. Le ministre de la défense français Gérard Longuet a déclaré à Paris qu'il était temps pour les loyalistes à Kadhafi, dont la France reconnaît que leur nombre est en croissance rapide, et les rebelles libyens de « *s'asseoir à une table pour trouver un compromis* » parce que, a-t-il dit, « *il n'y avait pas de solution par le recours à la force* ». L'OTAN et l'administration Obama ne peuvent pas participer au dialogue parce qu'ils seront les principaux perdants si la paix s'instaure en Libye et que Kadhafi reste au pouvoir.

Le ministre français de la défense s'était à peine exprimé, en accord avec l'opinion des militaires britanniques et italiens, que le Département d'Etat des Etats-Unis publiait une déclaration confirmant que « *les Etats-Unis poursuivront leurs efforts en tant que membres de l'OTAN pour faire respecter la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU destinée à protéger les civils libyens de toute attaque* ». Le porte-parole a omis de préciser que la résolution avait été appliquée dès le mois de mars en l'espace de 48 heures et qu'aucun avion libyen n'a pu voler depuis. Mission accomplie depuis plus de trois mois, donc.

Hilary Clinton a répété que « *nos efforts en Libye prendront du temps, mais ne vous y trompez pas, la pression politique, militaire et économique sur Kadhafi s'accroît. Les alliés exerceront leur pression jusqu'à ce que le peuple libyen soit en sécurité, que ses besoins humanitaires soient remplis et qu'une transition du pouvoir soit fermement engagée.* »

Et c'est ainsi. Le 9 juillet, l'OTAN a affirmé que son aviation avait accompli une nouvelle « *frappe de précision sur une batterie de missiles libyenne près de Tawurgha, au sud de Misrata.* » Selon le bureau de presse, « *Des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de l'OTAN ont été menées pour s'assurer qu'il s'agissait d'un site militaire. Il a été confirmé que le site servait de base de lancement pour des attaques aveugles contre des civils libyens dans la région et constituait une zone de manœuvres pour des villageois pro-Kadhafi, dont la préparation d'attaques contre les forces rebelles près du port et de la ville de Misrata.* » Le lendemain matin, le 10 juillet, les habitants locaux ont nié la présence de la moindre activité militaire dans la ferme visée et un examen des bâtiments n'en a révélé aucune.

L'OTAN est pilonné par les critiques, y compris lors de ses conférences de presse, particulièrement par des journalistes de groupes tels que ceux de *Jane's Defense Weekly* qui s'y connaissent en armes et guerres. La semaine dernière, le magazine a tourné en ridicule le commandant de l'OTAN qui avait affirmé que la présence d'antennes paraboliques sur les toits était le signe évident qu'il s'agissait d'un « *centre de commandement et de contrôle* ». Le magazine a qualifié cette affirmation d'idiote.

Des sources du Congrès exigent des réponses de l'OTAN, notamment sur les incidents où des civils ont trouvé la mort à la suite de bombardements et de tirs de missiles (dont 70% sont fournis par les américains ce qui pose de sérieuses questions quant à la loi US de 1976 sur le contrôle de l'exportation des armes), questions transmises à un officier de liaison du Congrès avec l'OTAN pour commentaires.

Parmi les cas précis soumis à l'OTAN par des congressistes US on trouve :

1. le 13 mai 2011, une délégation de paix composée de dirigeants musulmans arrivée à Briga pour rechercher un dialogue avec des cheiks de l'est de la Libye a été bombardée à une heure du matin dans leur maison d'hôte par deux bombes US MK82. Onze cheiks ont été tués sur le coup et quatorze gravement blessés. L'OTAN a déclaré que le bâtiment abritait un « Centre de commandement et de contrôle ». Tous les témoins et le propriétaire de l'hôtel ont fermement démenti.
2. Tôt dans la journée du 20 juin, 8 missiles et bombes US fournis à l'OTAN ont frappé la maison de Khaled Al-Hamedi et ses parents et famille. Quinze membres de sa famille et amis ont été tués dont son épouse qui était enceinte, sa sœur et trois de ses enfants. L'OTAN a déclaré que la maison était un site militaire. Les témoins, voisins et observateurs indépendants nient la moindre activité ou présence militaire sur le site.
3. A la fin du mois de juin, sur la route principale à l'ouest de Tripoli, un autobus public avec ses 12 passagers a été frappé par un missile TOW, tuant tous ses passagers. L'OTAN a affirmé que les autobus publics étaient utilisés pour transporter des soldats. Les observateurs étrangers, dont moi-même, ont tous confirmé n'avoir vu aucune présence militaire à Tripoli, ni blindés ni matériel militaire d'aucune sorte.
4. le 6 juin, à 2h30 du matin, le complexe administratif central de la Haute Commission pour l'Enfance dans le centre de Tripoli, situé à pôtés de mon hôtel, a été bombardé par un total de 12 bombes/missiles. Le complexe hébergeait le centre du Centre National du Syndrome Downs dont ses archives et statistiques, la Fondation pour les Femmes Handicapées, le Centre pour les Enfants Handicapés, et le Centre de Recherche sur le Diabète.
5. le 16 juin, à 5h du matin, l'OTAN a bombardé un hôtel privé dans le centre de Tripoli, tuant trois personnes et détruisant un restaurant et un fumoir.

La réponse de l'OTAN a consisté à remercier les congressistes pour ces questions « *intéressantes* » et ensuite à expliquer, comme l'organisation le répète ad nauseum, qu' « *en utilisant des sites civiles à des fins militaires, le régime de Kadhafi a une fois de plus démontré un mépris total pour la sécurité des civils libyens.* » La réponse se poursuit : « *Il est clair l'enjeu principal pour l'OTAN sont les accusations de victimes civiles, mais il est important de remettre ces accusations en contexte avec la mission de l'OTAN. Chaque victime civile constitue une tragédie. A l'évidence, plus nombreux que nous aurions souhaité, parfois, pour cause de problème techniques, lorsqu'une de nos armes rate sa cible militaire. Nous regrettons profondément ces accidents tragiques et nous transmettons systématiquement nos condoléances aux familles concernées.* » Et encore ceci : « *Lorsque l'OTAN pensera avoir fait des victimes civiles, nous l'annoncerons dès que nous aurons déterminé les faits. Si vous examinez notre historique après près de 15.000 sorties et près de 5.000 frappes, vous constaterez que nous avons tout fait pour épargner les civils et nous continueront de le faire. Pour finir, permettez-moi de vous rassurer que notre mission est menée en respectant la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU et que notre mandat stipule le recours à tous les moyens nécessaires pour empêcher les attaques ou la menace d'attaques contre les civils et les zones à populations civiles.* »

Tandis que les pressions demandant la fin des bombardements augmentent sur la Maison Blanche, plusieurs propositions sont examinées par l'Union Africaine, les ambassades russes et chinoises, et même par certains « *rebelles de l'OTAN,* » et représentants du gouvernement Libyen à Tripoli.

Un scénario possible pourrait être une offre libyenne à Obama et à l'OTAN, sous forme de défaite honorable, qui inclurait une « *retraite* » de Kadhafi « *sous sa tente pour y écrire et méditer* » tandis qu'un dialogue serait instauré entre les tribus et les plus de 600 Congrès Populaires, chose qui aurait déjà du être autorisée, comme le député Dennis Kucinich et d'autres ont insisté dès février 2011, avant l'invasion de l'OTAN.

Franklin Lamb

<http://www.informationclearinghouse.info/article28544.htm>

Traduction Le Grand Soir « *récapitulons : l'OTAN tire avec certitude des armes de précision sur des civils pour sauver ces derniers des missiles supposément tirés par les autorités libyennes* » par VD pour le Grand Soir avec probablement les bavures et dommages collatéraux habituels [0-25%]

12 juillet 2011

<http://www.legrandsoir.info/libye-la-france-reconnait-l-echec-des-bombardements-de-l-otan-information-clearing-house.html>

Grande-Bretagne

La mission de l'OTAN en Libye a déjà coûté 260 millions de livres sterling à la Grande-Bretagne.

La mission de l'OTAN en Libye a coûté jusqu'à présent 260 millions de livres sterling (292 millions d'euros) à la Grande-Bretagne, a déclaré jeudi le secrétaire britannique à la Défense Liam Fox.

L'opération coûte plus de 40 millions de livres (45 millions d'euros) par mois au contribuable britannique, a-t-il précisé. Les avions et hélicoptères britanniques ont effectué quelque 200 sorties entre le 19 mars, début de la mission, et le 14 juin, selon les derniers chiffres disponibles.

Liam Fox avait auparavant précisé que la Grande-Bretagne et ses alliés utilisaient des "armes de précision onéreuses" en Libye pour limiter le risque de pertes civiles.

En mars, le ministre britannique des Finances George Osborne avait déclaré que la campagne militaire coûterait des "dizaines de millions, (mais) pas des centaines de millions" de livres.

23/06/11

AP,

Italie

La coalition se fissure ...

En réclamant un cessez-le-feu en Libye afin d'instaurer des couloirs humanitaires, l'Italie a ouvert la voie à une sérieuse division au sein de l'Otan.

En Libye, la guerre est longue et meurtrière. A tel point que Franco Frattini, ministre italien des Affaires étrangères, a réclamé ce mercredi « une suspension immédiate des hostilités » pour instaurer « de vrais couloirs humanitaires » dans le pays en proie à un conflit depuis plus de quatre mois. La France a aussitôt répondu par la négative, estimant « qu'une pause, même à des fins humanitaires, risquerait de permettre au leader contesté Mouammar Kadhafi de gagner du temps et de se réorganiser ».

Mais pour Franco Frattini, un arrêt immédiat des hostilités « permettrait d'éviter ce que le CNT (Conseil national de transition) craint le plus, à savoir une consolidation de la partition en deux du pays ». Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen a très vite mis fin à la dispute : « L'Otan va continuer sa mission parce que si nous arrêtons, d'innombrables civils pourraient perdre la vie », a-t-il affirmé. Avant de reconnaître que l'Alliance était responsable de la mort de neuf civils dans la frappe nocturne à Tripoli du 19 juin...

De son côté, la ministre danoise des Affaires étrangères, Lene Espersen, en visite à Benghazi, a reproché à certains membres de ne pas s'investir suffisamment dans la mission de l'ONU. Même si l'Italie est revenue plus tard sur sa position en indiquant qu'il s'agissait d'une « hypothèse de travail », pour Barah Mikail, directeur de recherche à l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques), « ces déclarations expriment un désaccord international sur l'intervention libyenne, sachant que les objectifs de départ n'ont pas été respectés ». Selon lui, il n'est pas à exclure que d'autres pays « abondent dans le sens des Italiens ». Au premier rang les Etats-Unis, où le Congrès se penchera le 28 juin sur l'autorisation « d'actions limitées » en Libye. Mais pour Barah Mikail, le principal problème est d'ordre humanitaire. « Lors de sa visite à Paris, Vladimir Poutine a rappelé une chose essentielle : l'Otan n'a pas respecté sa mission qui incluait la protection des civils libyens ».

<http://www.metrofrance.com/info/libye-la-coalition-se-fissure/pkfv!NTwMYi5Z8qqm6LQG3joBGw/>

4 Institutions internationales.

CPI

La CPI étudie une pétition contre des membres de l'OTAN et de l'UA

Afrique du Nord - Libye

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, envisage d'élargir ses investigations sur la Libye pour inclure 'la possible complicité de membres de l'Union africaine et de l'OTAN dans les violations graves des droits humains perpétrées actuellement dans le pays', a annoncé ce mardi une ONG nigériane.

L'Organisation non-gouvernementale 'Projet pour les droits économiques et la responsabilité' (SERAP) a révélé dans un communiqué obtenu par la PANA que la décision, qui fait suite à une requête en ce sens de l'ONG, est contenue dans une lettre du bureau du procureur adressée à SERAP et indiquant que la requête est soumise à l'étude de conformité avec le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Pour l'avocat de SERAP, Me Femi Falana, 'c'est vraiment une évolution significative et ceci montre que le procureur de la CPI ne recule pas, quand il y a des allégations de violation sérieuse des droits de l'Homme et de possibles crimes contre l'humanité contre des populations civiles et des migrants.

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/libye/libye:-la-cpi-etudie-une-petition-contre-des-membres-de-l-%27otan-et-de-l-%27ua-2011071318086.html>

Dans les coulisses

La Libye au cœur des débats

Quand on sait que ni les USA ni la Lybie n'ont reconnu la compétence du CPI, on peut se demander quel est la légitimité de ses décisions dans ce conflit.

La CPI va-t-elle enquêter sur les crimes de guerre de l'Otan

Je ne me souviens pas que le Monde ait eu besoin de mettre des guillemets lorsqu'il a annoncé l'inculpation de Kadhafi pour «crimes contre l'humanité» ?

L'avocat Marcel Ceccaldi demande une enquête de la CPI sur les "crimes de guerre" de l'OTAN

LEMONDE.FR avec AFP | 04.07.11 |

Un avocat français, Marcel Ceccaldi, a annoncé lundi 4 juillet avoir adressé au nom du régime de Mouammar Kadhafi une lettre au procureur de la Cour pénale internationale pour contester ses investigations et lui demander d'engager une enquête pour "crimes de guerre" contre l'OTAN.

L'enquête du procureur Luis Moreno-Ocampo – qui a débouché sur la délivrance par la CPI le 27 juin d'un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité contre Mouammar Kadhafi, son fils Saïf Al-Islam et le chef du renseignement libyen Abdallah Al-Senoussi –, "n'a pas été effectuée dans les règles internationalement admises", a dénoncé l'avocat lors d'une conférence de presse.

"On ne sait pas comment [M. Moreno-Ocampo] a procédé, on ne sait pas qui est allé sur place, quand, comment les gens ont vu ces victimes ou prétendues victimes", a poursuivi Me Ceccaldi, qui précise avoir été mandaté à la fin de juin par le ministre de la justice Mohamed Al-Gamoudi pour représenter les intérêts de la Jamahiriya arabe libyenne.

"BOMBARDEMENTS DE CIVILS"

Il a, par ailleurs, estimé que la résolution 1973 était "détournée de son objet" et a demandé au procureur d'engager une enquête sur les bombardements menés par l'OTAN en Libye, les qualifiant de "crimes de guerre".

"L'OTAN bombarde à la fois ce qui était à l'origine des positions militaires et maintenant des objectifs qui sont des objectifs civils", a-t-il accusé, reprenant des informations véhiculées par les médias d'Etat libyens. D'après la télévision d'Etat libyenne, des raids de l'OTAN ont visé, lundi à l'aube, le port de Zouara et des points de contrôle "civils" dans cette ville située à 120 kilomètres à l'ouest de Tripoli.

"Ces faits-là sont définis par le statut de Rome [traité fondateur de la CPI], ce sont des crimes de guerre dès lors que des bombardements sont effectués sur des objectifs où se trouvent des populations civiles", a-t-il insisté.

"Vous serez tenu d'accueillir les plaintes des victimes", a-t-il lancé à l'adresse du procureur.

"Si M. Moreno n'engage pas une enquête sur ce point, cela signifiera que la CPI est une justice à double standard (...), que cette juridiction n'est ni équitable, ni indépendante, ni impartiale", a ajouté Me Ceccaldi qui a notamment été l'avocat de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo.

Guerre pour la démocratie en Libye, état de la démocratie en Belgique...

Trois mois ont passé depuis ce jour fatidique où le parlement belge a voté à la quasi unanimité l'engagement de notre pays dans la guerre de l'Otan contre la Libye. Maintenant, certaines voix s'élèvent parmi les parlementaires pour émettre des doutes sur la poursuite de cette participation et sur les objectifs de celle-ci. Mais le parlement, en votant l'intervention de la Belgique, le 21 mars dernier, s'est délibérément privé de tout moyen d'avoir une quelconque influence sur la poursuite de la guerre. Le gouvernement belge en affaires courantes s'est fait fort de ce soutien pour poursuivre des objectifs qui étaient déjà clairs depuis des mois : le renversement du gouvernement de Kadhafi et la mise en place d'un nouveau "pouvoir". Il n'est pas vrai que l'intervention militaire otanienne a changé de nature, comme le disent aujourd'hui certains parlementaires. Ce qui est vrai, c'est que l'Otan n'a pas atteint son but après trois mois de bombardements intensifs et chaque jour plus meurtriers contre les populations civiles qu'on était censé protéger. Et cela oblige à ouvrir un peu les yeux.

L'engrenage de la guerre est en marche. Le gouvernement belge, toujours en affaires courantes, a prolongé de trois mois (et peut-être même "indéfiniment", comme vient de le proclamer le ministre De Crem) la participation belge aux frappes de l'Otan, et ne tardera pas à faire allégeance politique : la reconnaissance du Conseil National de Transition (les rebelles de Benghazi) comme "représentant légitime du peuple libyen" n'est pas loin. Déjà 13 pays membres de l'Otan ont franchi le pas.

Un seul missile coûte 350 000 euros, une bombe coûte entre 15.000 et 25.000 euros pièce. Les estimations minimales du ministère de la "défense" sont de près de 15 millions d'euros pour 3 mois, cela alors que les menaces d'économies dans les budgets sociaux se font de plus en plus pressantes.

Quand des partis se disant partisans d'un idéal progressiste, rejettent toute solution diplomatique et politique et s'engagent dans une guerre comme celle contre la Libye, ils enterrent eux-mêmes la démocratie dont ils se revendiquent. Certains avaient ces derniers mois pris des positions certes tardives, mais remarquables contre l'engagement de la Belgique dans la guerre d'Afghanistan, dénonçant l'hypocrisie des motifs humanitaires officiels, et réclamant explicitement le rapatriement des bombardiers belges. Mais ce sont les mêmes qui ont signé des deux mains l'entrée de la Belgique dans cette guerre, qui a tout d'un borborygme annoncé. Faudra-t-il attendre dix autres années pour qu'ils réalisent qu'ils se sont laissés duper encore une fois par le miroitement humanitaire de l'«intervention» ?

Notre pays est l'un des pays les plus lourdement engagés dans cette guerre. Outre un navire de guerre croisant au large de la Libye, six chasseurs-bombardiers F-16 participent aux bombardements et ils ont déjà largué plus

d'une certaine de bombes. Après 3 mois de bombardements quotidiens, c'est ici un silence radio quasi-total sur cette guerre où est impliquée à ce point la Belgique. Notre empêchement militaire a été couvert par des monceaux d'infos médiatiques et divertissantes, mariage princier, béatification d'un pape, nième mort de Ben Laden – le jour même où l'Otan ciblait un fils et 3 petits-enfants de Kadhafi. Manifestement la population doit être tenue à l'écart de sujets aussi futiles que la guerre menée par notre propre pays. Curieuse conception de la démocratie, qu'on prétend aller exporter là-bas à coup de bombes.

Bulletin trimestriel du Comité de surveillance Otan,

Numéro 42, avril - mai - juin 2011

Site internet : www.csotan.org

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Et certain arrive encore à parler de "protection des civiles"?

Kadhafi à raison, il a déjà gagné la guerre médiatique, l'OTAN n'a plus aucune crédibilité, et on parlera même pas de la France et l'Angleterre!

Et au faite... ou sont les images des entrée triomphale des libérateur (les rebelles) dans les villes?

Ah, elle n'existe pas, les populations fuient avant leur arrivées...

+++++

"Des raids de l'Otan ayant visé un dépôt de produits alimentaires" c'est pire que honteux.

On détruit des dépôts de produits alimentaires alors qu'un peu plus bas, dans la corne de l'Afrique les gens meurent de faim.

Guerre inutile, injuste, lâche. Juste pour du pétrole et de la gloire. Honte à vous. Bizarre, on a plus entendu Bouchard. Celui qui avait dit il y a longtemps "on va terminer la mission". Il doit se taper la tête contre les murs en disant "Il est terré où ce putain Kadhafi, cela fait 3 mois qu'on me demande de le descendre".

4-2 L'Otan voudrait faire taire Thierry Meyssan.

(vidéo à regarder et écouter absolument)

<http://www.dailymotion.com/Mecanopolis#videoId=xjmqzz>

4-3 VIDEO : Sarkozy, combien d'enfants as-tu tués cette nuit ?

Michel Collon

Non il n'existe pas de « guerre propre » !

Michel Collon nous envoie un reportage depuis la Libye. Il nous montre ce que les bombes de l'OTAN peuvent faire loin des caméras de télévision.

12 juillet 2011

<http://www.michelcollon.info/VIDEO-Sarkozy-combien-d-enfants-as.html>

4-4 Michel Collon interpelle M. Leterme.

Après un séjour de deux semaines en Libye, Michel Collon interpelle M. Leterme, Premier ministre belge, qui a suivi l'OTAN dans l'attaque sur la Libye.

[VOIR LA VIDEO](#)

4-5 Raid OTAN : Un chercheur soutient que l'OTAN dévoile les mensonges sur la guerre.

Les récentes 'bavures militaires' de l'OTAN en Libye et les voix discordantes des membres de l'Alliance qui ont commencé à s'élever à propos de l'opération militaire en cours, viennent corroborer les mensonges véhiculés par le camp occidental sur cette guerre en Libye, affirme le chercheur Allain Jules. Dans un article publié par le «Nouvel Observateur» intitulé «L'implacable vérité sur le mensonge occidental», Allain Jules affirme que «le peuple occidental a fait le constat amer que la guerre contre la Libye de Mouammar Kadhafi lui a été vendue sur des plateaux de télévision avec maestria». Il rappelle les pronostics des experts qui «pensaient réellement que le conflit allait durer une semaine, voire deux», affirmant à l'égard du guide Kadhafi que «hélas, le donateur de l'Afrique et pourfendeur de l'Europe tient toujours bon».

Autre mensonge révélé par M. Jules concerne la nature des hommes qui conduisent «la révolution libyenne» qu'il a qualifié «d'hommes de l'Est libyen, de l'ancienne Cyrénaïque du roi Idriss Senoussi qui ont cru bon de prendre les armes pour déstabiliser un pays dont tous les indicateurs étaient au vert».

Il a également mentionné les conclusions d'une mission du Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) soulignant que la «révolution libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Il s'agit d'un soulèvement armé de la partie orientale du pays, dans un esprit de revanche et de dissidence qui tente de s'inscrire dans la dynamique du printemps arabe dont il ne relève

cependant pas».

Selon M. Jules, la situation sur le terrain démontre une impasse totale «après trois mois de turpitudes et face à la résistance du régime Kadhafi qui a multiplié des appels à la paix et malgré les bombardements de l'OTAN, rien n'y fait. Tous les scénarii sont préparés, notamment celui d'un assassinat de Kadhafi et même d'une nouvelle violation de la résolution 1973 de l'ONU, avec un déploiement des troupes au sol ne peuvent masquer l'échec cuisant de cette guerre qui dessert chaque jour davantage les puissances occidentales».

Il a dénoncé l'exigence des pays occidentaux réclamant le départ du guide Mouammar Kadhafi, affirmant que cette revendication «ne réside sur rien et est aussi une violation manifeste du droit international. Aucun peuple ou dirigeant du monde n'a de droit sur un président d'un quelconque pays».

Pour ce blogueur, le pot-aux-roses a été découvert avec toutes les promesses faites «par les renégats de Benghazi à ceux qui font la révolution à leur place. Non seulement, une base israélienne sera installée à la frontière avec l'Algérie, mais le CNT a promis de reconnaître l'Etat d'Israël».

Sur le plan économique, M. Jules a affirmé que l'opposition à Benghazi pour combler le tout octroiera des décennies de concessions pour l'exploitation du pétrole libyen et du gaz, remettant en cause la nationalisation de ces produits qui font de la Libye le pays d'Afrique qui a le Produit intérieur brut le plus élevé.

25/06/2011

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/libye/libye:-un-chercheur-soutient-que-l%E2%80%99otan-devoile-les-mensonges-sur-la-guerre-2011062516398.html>

5 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

5-1 Séminaire à Tripoli sur l'impact des opérations de l'OTAN sur la santé nutritionnelle en Libye.

Un séminaire scientifique sur l'impact des opérations militaires de l'OTAN sur la santé des aliments d'origine animale en Libye a été organisé dimanche par la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université Al-Fateh de Tripoli, avec la participation d'un groupe de professeurs, chercheurs et étudiants.

La rencontre a porté sur le rôle des centres de contrôle des aliments au niveau des frontières de la Libye dans la sécurité des aliments d'origine animale et la pandémie du E. coli hémorragique et son impact sur la santé de la communauté à la lumière de la guerre menée par l'OTAN contre le pays.

Les participants se sont penchés sur plusieurs études de recherche à ce système sujet, y compris la stratégie pour le contrôle des aliments et son impact sur le contrôle des maladies transmises par l'alimentation et le rôle des centres de contrôle des aliments au niveau de la frontière libyenne, ainsi que les concepts épidémiologiques de la pandémie de E. coli du colon.

Le séminaire recommande l'importance de la coopération des centres de contrôle des aliments et des centres de lutte contre les maladies et l'activation des centres vétérinaires de mise en quarantaine dans toutes les frontières de la Libye, l'application des lois et règlements sur l'assurance alimentaire et la santé des citoyens, l'insistance sur les conditions de santé pour faire face à des aliments d'origine animale et sur l'élaboration des programmes afin de détecter les épidémies et les maladies résultant de la nourriture d'origine animale.

Le communiqué final de la rencontre souligne que les opérations militaires de l'OTAN ont affecté les infrastructures de base du pays, les bâtiments et les sièges des centres de recherche, de contrôle et d'inspection, ce qui a eu un impact négatif sur l'alimentation des citoyens libyens et sur leur santé.

19/07/2011

PANA

5-2 Washington pourra financer les rebelles.

Désormais, Washington pourra donc financer les rebelles grâce à plus de 30 milliards de dollars d'avoirs détenus par le régime de Kadhafi et gelés dans les banques américaines

Les plus de 30 milliards de dollars d'avoirs "détenus par le régime de Kadhafi", sont les fonds souverain libyens, pas "les biens du régime de Kadhafi", et le "gel" dans les banques américaines (et européennes) et le dégel au profit des hommes de mains de l'Occident, est du vol pur et simple, aux lourdes conséquences pour toute l'Afrique : voir l'article de Dinucci ci-dessous.

Washington pourra financer les rebelles

(Tiré du Figaro)

Les États-Unis ont annoncé officiellement vendredi, par la voix de la secrétaire d'État, Hillary Clinton, qu'ils reconnaissent le Conseil national de transition (CNT, représentant les insurgés) comme le seul gouvernement légitime de la Libye. «Jusqu'à la mise en place d'un cabinet de transition, les États-Unis reconnaîtront le CNT en tant qu'autorité gouvernementale légitime en Libye, et nous traiterons avec lui sur cette base», a-t-elle dit. Le CNT a donné «des garanties» sur les réformes démocratiques qu'il compte lancer une fois au pouvoir, a-t-elle souligné.

Désormais, Washington pourra donc financer les rebelles grâce à plus de 30 milliards de dollars d'avoirs détenus par le régime de Kadhafi et gelés dans les banques américaines. Les États-Unis avaient déjà reconnu le CNT comme interlocuteur légitime représentant le peuple libyen, sans toutefois le reconnaître officiellement comme gouvernement de Libye.

6 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

6-1 M. Zemmour : «L'Otan doit cesser de violer la souveraineté libyenne» .

Entre actions diplomatiques et opérations militaires sur le terrain, la situation en terre libyenne risque un enlèvement entraînant la mort de plusieurs personnes, dont des civils et des innocents.

Au vu de la tournure des événements, la solution pacifique, à l'issue des négociations entre les parties libyennes en conflit, semble s'imposer, pour mettre fin à une autre inutile.

Cette situation «très préoccupante» a d'ailleurs poussé le leader libyen El Kadhafi à continuer à appeler à l'arrêt immédiat des bombardements de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) sur son pays qui ont fait plusieurs victimes dont des enfants. Après la demande formulée jeudi pour une «réunion d'urgence» du conseil de sécurité des Nations unies pour mettre un terme aux attaques de l'Otan, El Kadhafi a sollicité,

vendredi, l'intervention du Nigeria pour mettre fin aux raids des avions de l'Otan. Cette demande figure dans un message du guide transmis au président nigérian, Goodluck Jonathan, par le ministre libyen des Affaires étrangères, Abdulahi Obaidi. Dans son message, il affirme que «l'Otan doit cesser de violer la souveraineté de la Libye en tant que nation». «Puisque la crise en Libye est interne, une intervention extérieure n'a aucune raison d'être», a-t-il écrit.

Le président Jonathan a promis, selon l'émissaire libyen, de soumettre la question au prochain sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA) qui débutera le 29 juin à Malabo, en Guinée équatoriale.

Sur le terrain, la télévision libyenne fait état de quinze tués et plus de 20 blessés dans un raid de l'Otan qui a visé des sites civils à Brega, carrefour stratégique et cité pétrolière dans l'est de la Libye. Les attaques ont touché une boulangerie et un restaurant à Brega, faisant quinze martyrs et plus de vingt blessés parmi les clients qui fréquentaient ces endroits, selon la même source. Dans son rapport quotidien,

L'Alliance atlantique a indiqué avoir visé vendredi 35 cibles dont des véhicules et installations militaires dans la région du port pétrolier de Brega, à 800 km de Tripoli et à 240 km au sud-ouest de la ville rebelle de Benghazi. De son côté, la Chambre des représentants américaine a rejeté, vendredi, un texte autorisant l'intervention militaire des États-Unis en Libye. Une position qualifiée de «revers important» pour le président Barack Obama.

La Chambre, à majorité républicaine, a rejeté le texte par 295 voix contre 123. Les représentants devaient ensuite se prononcer sur une résolution visant à réduire l'action militaire américaine aux côtés des alliés de l'Otan en Libye. La Maison Blanche s'est dite «découragée» par le vote.

Cette Chambre a cependant rejeté lors de la même séance un texte qui prévoyait de réduire les fonds destinés à financer les frappes américaines contre les forces du dirigeant libyen. Il faut dire que le ton est monté cette semaine au Congrès, où nombre d'élus,

y compris des démocrates, sont furieux que le président n'ait pas demandé au Congrès son avis avant d'ordonner en mars les bombardements contre le régime libyen.

Le président français a indiqué pour sa part que les Alliés ne laisseront pas tomber la Libye, assurant que «les opérations se poursuivront jusqu'à ce que les Libyens puissent construire leur démocratie». Réunis en sommet à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-Sept ont réitéré leur appel à un départ «immédiat» de Kadhafi et leur soutien au Conseil national de transition (CNT) pour son «rôle essentiel». «La transformation démocratique de la Libye reste d'un intérêt primordial pour l'UE», souligne la déclaration finale.

M. Zemmour

26/06/2011

<http://www.letempsdz.com//content/view/59311/1/>

6-2 Claudine Pôlet : La guerre contre la Libye et le « nouveau concept stratégique » de l'Otan.

Le Sommet de l'Otan de Lisbonne – novembre 2010 – s'est félicité de l'adoption de son Nouveau Concept Stratégique, considérant, dans sa Déclaration Finale, que celui-ci rend l'Alliance « apte à défendre ses pays membres contre toute la gamme des menaces, capable de gérer les crises les plus difficiles et mieux à même d'œuvrer avec d'autres pays et d'autres organisations pour promouvoir la stabilité internationale ».

La Déclaration finale du Sommet dit aussi que « La stabilité et la fiabilité des approvisionnements énergétiques, la diversification des itinéraires d'acheminement, des fournisseurs et des ressources énergétiques et l'interconnexion des réseaux énergétiques demeurent d'une importance capitale... et nous intégrerons, s'il y a lieu, les considérations de sécurité énergétique dans les politiques et les activités de l'Otan ».

« La paix et la stabilité dans la région méditerranéenne sont essentielles pour la sécurité euro-atlantique. Nous entendons développer encore le Dialogue Méditerranéen, en accroissant ses dimensions politiques et pratique, afin de renforcer la confiance mutuelle et de relever ensemble les défis de sécurité communs dans cette région. ».

L'agression militaire de l'Otan contre la Libye s'inscrit dans la mise en œuvre du Nouveau Concept Stratégique. Ce que le Sommet de l'Otan appelle la stabilité et la sécurité des approvisionnements énergétiques concerne plutôt la sécurité des intérêts des multinationales et la stabilité des politiques libérales qui dirigent nos pays. La Libye, l'Iran ou la Syrie, qui sont toujours dans le collimateur de l'Alliance, sont considérés comme des « menaces » car leurs gouvernements ont cherché et essaient de défendre une politique d'indépendance et souveraineté et veulent disposer des ressources énergétiques pour développer leur pays. L'Arabie saoudite, les autres pays du Golfe ne sont certes pas des « menaces », puisque leurs gouvernements laissent grand ouvertes les portes à l'Occident.

Les grandes luttes populaires de ces derniers mois ont déjà porté des coups importants aux gouvernements alliés de l'Otan dans la région au travers du « Dialogue Méditerranéen », dont l'Égypte, la Tunisie, le Maroc. Le principal allié, Israël, se trouve affaibli. Depuis les débuts des mobilisations dans plusieurs pays du Golfe et du Maghreb, l'Otan a augmenté ses actions de surveillance, et de mises en alerte tous azimuts. La Libye était une des cibles potentielles.

Début février, l'Otan crée un nouveau partenariat avec le Qatar, le Secrétaire Général Rasmussen y déclare « nous pouvons faire beaucoup ensemble, en particulier en ce qui concerne la sécurité énergétique, qui est un défi pour nous tous ». Quelques semaines plus tard, on voit le rôle charnière rempli par le Qatar pour instaurer le Conseil National de Ben Ghazi, pour servir de banquier, et de représentant politique du « monde arabe », et fournir sa part d'appui militaire à l'Otan dans ses bombardements criminels. Début mars, bien avant le vote de la Résolution 1973, l'Otan concentre son système aérien de surveillance AWACS pour contrôler le ciel libyen 24h sur 24 et préparer ainsi la « no fly zone ».

Le Nouveau Concept Stratégique relègue l'ONU au rang de simple partenaire. La Déclaration du Sommet de Lisbonne affirme « sa volonté d'approfondir la coopération pratique et développer le dialogue politique sur des questions d'intérêt commun... notamment pour la gestion des crises dans lesquelles les deux organisations interviennent ».

L'Otan s'arroge le droit de faire appliquer des résolutions de l'ONU. La Résolution 1973 du Conseil de Sécurité est kidnappée par l'Otan qui se déclare le meilleur prestataire de sécurité et le seul capable de garantir l'embargo sur les armes vers la Libye et d'assurer la protection des civils !

L'Otan dispose des bases militaires des pays membres, dans tout le pourtour de la Méditerranée.

Elle procède régulièrement à des manœuvres navales et des entraînements dits de lutte anti-terroriste comme *l'Operation Active Endeavour*, et à des vols d'entraînement des F-16 et autres bombardiers à partir des aéroports grecs, italiens ou turcs.

Les principaux États qui poussaient à la guerre pour renverser le gouvernement de Kadhafi sont les États Unis, la France, la Grande Bretagne. Mais aucun d'eux ne pouvait se permettre d'agir pour son propre compte. Les autres pays membres de l'Otan, en particulier l'Italie, la Turquie et l'Allemagne après avoir manifesté beaucoup d'hésitations, se sont quand même tous ralliés à la grande croisade otanienne. La Belgique a fait du zèle et se trouve parmi les plus impliqués. Aujourd'hui, l'Otan est tout entière engagée. On dirait que cette guerre est un exercice de mise en pratique des capacités de l'Otan à lancer sur mer et dans les cieux, des engins de guerre les plus sophistiqués et à coordonner des forces armées de différents pays. Une sorte de laboratoire aussi sur sa capacité de détruire un pays, sans y envoyer de troupes au sol. Toutes sortes d'armes sont essayées. Dont très probablement des armes à uranium appauvri. On est loin de toutes les justifications morales, type droit de l'homme, défense de la démocratie, responsabilité de protéger les civils. La 3e guerre de l'Otan est envoyée et ce ne sera pas la dernière. C'est un engrenage infernal, et on ne pourra s'en libérer que par une politique de rupture avec l'OTAN !

Claudine Pôlet

6-3 Roland Marounek : La destruction humanitaire de la Libye.

De la honte d'être pacifiste pendant une juste guerre

L'image est pour beaucoup tout à fait claire : la communauté internationale s'est émue à juste titre de la cruauté de Kadhafi bombardant son propre peuple. L'intervention occidentale a permis d'éviter un bain de sang à Benghazi. L'Otan agit pour le peuple libyen, mandatée par la Communauté Internationale dans une intervention humanitaire sanctifiée par une résolution des Nations Unies

Face à ce schéma, la réaction des groupes pacifistes et progressistes a été pour le moins embarrassée et ambiguë. Les pacifistes devaient absolument, avant tout autre débat et argument, démontrer qu'ils adhéraient tout à fait au schéma imposé, "*le fou sanguinaire Kadhafi massacre son propre peuple*". Les arguments pacifistes ont donc tourné autour des points qui n'avaient aucunes chances de perturber la bonne conscience des partisans de l'intervention pour protéger la population libyenne d'un massacre.

"*La guerre n'est pas une solution*" ? Oui, mais il y avait urgence : il fallait intervenir militairement, ou alors laisser se produire le massacre annoncé. "*Les bombardements de l'Otan risquent de toucher des innocents*" ? Peut-être, hélas, mais les Libyens qui sont en train d'être massacrés par des bombardements non chirurgicaux eux, ne sont-ils pas des innocents ? "*L'Occident agit là par intérêts économiques, c'est une guerre pour le pétrole*" Tant pis ou tant mieux, si des intérêts économiques douteux permettent d'éviter un bain de sang. "*Deux poids, deux mesures, on laisse massacrer ailleurs...*" Pour reprendre l'argument du Soir : "*aurait-on dû dire aux rebelles sur le point de*

se faire massacrer : désolé pour vous, on n'est pas intervenu au Bahrein ni à Gaza, donc on ne peut le faire pour vous ?

En bref ceux qui s'opposent à la guerre juste de l'Otan doivent *avoir honte* de proposer de laisser se produire un inéluctable massacre de la population.

Aucun groupe "pacifiste" organisé n'ose vraiment remettre en question cette image de base. Comme s'ils avaient complètement oublié, que chaque guerre des temps modernes a été présentée comme ayant de nobles objectifs, dans lesquelles les atrocités et massacres de l'autre jouaient un rôle essentiel. Hitler n'a jamais déclaré autre chose que vouloir protéger les minorités allemandes de Tchécoslovaquie puis de Pologne, qui étaient massacrées ou victimes d'abominables atrocités. Aux oubliettes, les couveuses de Koweït-City, en 1990, et la préparation psychologique de l'invasion de 2003 de l'Irak, martelée ici sur le thème de "*Saddam Hussein qui a massacré son propre peuple*". La guerre du Kosovo était basée sur un plan de génocide imminent des Kosovars qui n'a de fait jamais existé, et l'opinion publique a été manipulée par des récits et des chiffres invérifiables (et invérifiés après coup).

Pourquoi donc cette guerre-ci ferait-elle exception à la règle ?

Manifestants civils

Il est très malaisé de savoir ce qui s'est passé exactement aux premiers jours de la révolte libyenne. Ce qui est tout à fait certain en revanche, et qui aurait dû au moins nous mettre sur nos gardes, c'est que nous avons été soudain soumis à un déluge d'"informations" particulièrement orientées, unilatérales, et parfaitement invérifiables. En ce mois de février, tout le monde avait en tête l'image des protestations pacifiques, à Tunis et au Caire, des manifestants, obtenant apparemment par leur seule détermination la chute de Ben Ali et de Moubarak. Faire le parallèle mécanique avec ce qui survint alors en Libye était donc inévitable.

Mais pourtant et dès les premiers jours, il était clair qu'il ne s'agissait pas du même cas de figure. Ce n'était pas des *manifestants civils pacifiques* qu'on voyait, mais bien des personnes qui *avaient pris les armes*, des rebelles armés qui avaient pris le pouvoir par les armes dans plusieurs villes

On a maintenu assez longuement contre toute évidence la fable de "*manifestants civils désarmés*", alors même que la télé nous présentait des gens armés, de la kalachnikov aux batteries anti-aériennes. À mesure que la guerre avançait, on apprenait petit à petit qu'ils disposaient de chars (lorsque l'Otan en a bombardé par erreur une colonne), d'avions de chasse et d'hélicoptères de combat...

Il est légitime de penser que les rebelles libyens ont raison de se soulever contre leur gouvernement, et que leur cause est juste. On peut discuter sur cette base là. Il est par contre complètement malhonnête de présenter des rebelles armés comme *le peuple libyen*. Il y a là un trucage grossier, mais qui a parfaitement fonctionné

Par ailleurs, après près de trois mois de combat la rébellion malgré l'énorme arsenal de l'Otan à sa disposition, n'arrive pas à avancer : la réalité contredit directement l'histoire du clan Kadhafi juste soutenu par une poignée de mercenaires contre tout son peuple.

Kadhafi bombarde son propre peuple

Le gouvernement libyen (qu'il faut absolument qualifier de "*régime de Kadhafi*" pour ne pas être suspect, et tout le monde, à commencer par la gauche, obéit à la règle), aurait donc *bombardé son propre peuple*. Il n'y a pourtant aucune évidence que des bombardements de populations civiles par les forces gouvernementales n'aient jamais eu lieu en Libye. "*Les informations - un temps diffusées - selon lesquelles des bombardements aériens auraient provoqué un carnage parmi des habitants n'ont pas, à ce jour, été vérifiées*", écrit Le Monde le 11 mars ; mais le même article évoque la possibilité que Kadhafi bombarde Benghazi au gaz moutarde !! Une fois qu'on est convaincu de la monstruosité de l'autre, plus aucune évidence n'est nécessaire.

Les demandes expresses d'enquête, faites par le gouvernement libyen même sont demeurées lettre morte.

L'essentiel était d'avoir cette image imposée comme une certitude dans l'opinion publique occidentale. *Kadhafi a bombardé les manifestants avec son aviation !* Après cela tout ce que pouvait dire ou faire le gouvernement libyen était d'office disqualifié – tout ce qu'il pouvait dire était devenu inaudible, voire même retourné contre lui.

Les rivières de sang

Un exemple symptomatique de ce retournement de sens, et qui a joué un rôle essentiel dans cette guerre, est la fameuse phrase d'un des fils de Kadhafi, selon laquelle il *menaçait son peuple de rivières de sang* s'il osait manifester contre son Guide. Cette phrase a été reprise et répétée ad nauseam, pour donner l'image parfaite d'une tyrannie démente.

« *L'action de la France se situe dans le strict respect de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies d'abord, et dans le cadre d'une mobilisation en faveur de la population libyenne persécutée par Kadhafi, dont le fils avait promis des rivières de sang à son peuple* », affirme le porte-parole de la diplomatie française. « *Les menaces proférées par le fils du président Kadhafi, 'de faire couler des rivières de sang' sont choquantes* », déclare la présidente de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. Le secrétaire national du Parti Communiste français : « *Le fils de Kadhafi menace d'entraîner le pays dans la guerre civile avec le risque de rivières de sang. Ces déclarations sont consternantes* »

C'est un cas de manipulation particulièrement intéressant. Voici les propos exacts de Seif Al Islam : « *La Libye est à un carrefour. Soit nous nous entendons aujourd'hui sur des réformes, soit nous ne pleurerons pas 84 morts, mais des milliers et il y aura des rivières de sang dans toute la Libye* » : Autrement dit, en langage occidental bien civilisé, il ne dit pas autre chose que ceci : "*Il faut tout faire pour éviter une guerre civile, qui provoquerait en Libye énormément de morts*". C'est une phrase malheureusement tout à fait juste. Les "*rivières de sang*" sont celles qui coulent actuellement du fait de la guerre civile, et de la décision délibérée de saboter toute proposition de cessez-

le feu et de négociations. La malhonnêteté patente de monter en épingle cette phrase devrait faire réfléchir toute personne qui croit en la nécessité morale de cette guerre.

Atrocités contre les civils

Le bain de sang a t'il été évité in extremis à Benghazi grâce à l'intervention occidentale, comme il nous a été martelé sur tous les tons ? Oui, sans le moindre doute, dès qu'on souscrit à l'image initiale d'un clan Kadhafi sanguinaire voulant massacrer son propre peuple. Si par contre on réalise que les rebelles sont en proportion certainement non négligeable composé de soldats de l'armée gouvernementale ayant fait défection, des questions surgissent immédiatement. Pourquoi donc les soldats *'de Kadhafi'* seraient composés d'impitoyables tueurs, violeurs, massacreurs, pendant que les soldats *'ex-de Kadhafi'* qui pour l'une ou l'autre bonne ou moins bonne raison, sont passés sous l'autorité de l'ex ministre de la Justice, et de l'ex ministre de l'Intérieur du régime seraient soudain touchés par la grâce? Pourquoi ceux qui marchent dans le sillage des bombes de l'Otan vers le pouvoir sont-il d'offices purs et bons ?

Comment se fait-il qu'on s'intéresse si peu au sort des pro-Kadhafi dans les villes qui ont été "libérées" par la rébellion ? Aux tous premiers jours, un reportage télé de Benghazi nous présentait les corps de plusieurs soldats abattus, les mains liées derrière le dos. Le commentaire off disait *"ce sont des soldats qui ont refusé de tirer sur la foule, et qui ont été abattus pour cette raison par les officiers"*. Peut-être, et sans aucun doute d'ailleurs dès qu'on a bien ingéré l'histoire de base. Le commentaire, *"ce sont des soldats loyalistes exécutés par les rebelles"* aurait-il été à ce point invraisemblable ?

Les récits d'atrocités sont une composante essentielle et incontournable des guerres justes. Ce sont toujours les autres, du camp que l'on bombarde avec le droit avec nous, qui commettent d'épouvantables atrocités. Les autres, ceux que l'on soutient dans leur cause juste ne commettent jamais, assez mystérieusement il faut bien dire, la moindre atrocité. Ou alors ce sont des cas isolés, des *pommes pourries*, tels les quelques marines US qui ont été assez imbéciles pour prendre des photos de leurs exploits.

Le Mouvement pour la Paix arrivera t'il un jour à se débarrasser de cette hantise, d'oser ne pas condamner d'office avec l'ensemble de la meute ceux que l'on accuse d'atrocités ? L'expérience du passé, des récits d'atrocités inventées dans le but précis d'éteindre toute opposition à la guerre, ne sert donc à rien pour les militants de la paix ?

Penser que le conflit qui déchire aujourd'hui la Libye est un conflit entre les Bons et les Mauvais est une stupidité basique, quelle que soit l'opinion que l'on a sur les uns et les autres, et sur la justesse de leurs causes. Une guerre entraîne nécessairement son cortège d'horreurs et d'atrocités, commis de part et d'autre.

« *Il n'y a pas d'autre solution que la solution militaire car le langage du dictateur est celui de l'anéantissement et les gens qui parlent ce langage ne comprennent que ce langage* », déclare un porte-parole de la rébellion, au moment de rejeter la proposition de médiation et de cessez-le-feu de l'Union Africaine. Autrement dit, la seule option possible pour les rebelles, et pour l'Otan qui les soutient, c'est l'anéantissement de l'adversaire. Gageons que le sort à venir des "pro-Kadhafi" ou étiquetés tels, est une histoire qui laissera l'Otan parfaitement indifférent, et ne passionnera guère les grands médias, à l'instar des massacres perpétrés par les troupes de Ouatara en Côte d'Ivoire.

Les représentants du peuple libyen

Les rebellions armées existent dans grand nombre de pays, de part le monde, et en Afrique en particulier. La question n'est pas ici de discuter de leurs raisons qu'on peut estimer être tout à fait justes, ou plus douteuses. On peut citer par exemple, le cas de l'Irak, où depuis l'invasion américaine et la mise en place d'un gouvernement "démocratique" au service de l'occupant, une importante résistance armée continue à combattre les forces armées de ce gouvernement que certains considèrent comme fantôme. On pourrait évoquer aussi l'Afghanistan....

Dans ces cas particuliers, les pays de l'Otan, loin de reconnaître la rébellion armée comme représentante du peuple, ou d'une partie du peuple, aident plutôt activement le gouvernement "légal" à l'écraser militairement. En Libye, indéniablement, l'Otan est en train de soutenir une rébellion armée contre un gouvernement. Quel droit a l'Occident, du haut de sa glorieuse histoire coloniale, pour décider que tels ou tels sont effectivement les représentants légitimes du peuple libyen ? Le *peuple libyen* a appelé à l'aide nous affirme-t-on, l'Occident, que dis-je, la *"Communauté Internationale"*, pétrie de bonté et forte de siècles d'apport de sa générosité désintéressée l'ensemble de la planète, ne pouvait pas ignorer cet appel à l'aide. Bien. Le peuple libyen, on est tout à fait sûr que ce sont ces gens du Conseil National de Transition ? Les gens de Tripoli, de Syrte, de Brega,... bombardés jour et nuit par l'Otan, de qui l'on détruit les infrastructures, c'est pas le peuple libyen? Les centaines de milliers de gens qui s'enfuient effrayés des bombes et de l'avancée des rebelles, pas le 'bon' peuple libyen ? Les seuls représentants légitimes du peuple libyen, ce sont ces personnes qui demandent à l'Occident de bombarder leur pays ?

Si le gouvernement libyen, pardon, *le régime de Kadhafi*, est bien le régime totalitaire, délirant, sanguinaire qu'on nous décrit, par quel miracle des personnages aussi impliqués dans le régime que devaient l'être l'ancien ministre de la Justice, ou celui de l'Intérieur, ou le représentant aux Nations Unies, pourraient-ils être devenus soudain des interlocuteurs tout à fait respectables, bien démocratiques, et dignes représentants locaux de *"nos valeurs"* ? La Justice, et l'Intérieur, sont pourtant les postes par excellence où devait s'exprimer le caractère brutal et répressif du régime.

«**Motivés par de stricts impératifs humanitaires...**»

Fallujah, Irak, octobre-novembre 2004 : après le lynchage quelques mois plus tôt de 4 mercenaires US de Blackwaters, Fallujah est pendant près de deux mois impitoyablement pilonnée, "nettoyée", à coup de bombes au

phosphore et de napalm notamment. « *L'ennemi a un visage, il s'appelle Satan. Il est à Fallujah. Et nous allons le détruire...* » déclare à cette occasion un responsable militaire US (et c'est Kadhafi qui est dérangé...). On parlera de 4 à 6000 civils tués. Le rapporteur spécial de l'ONU accuse les forces d'occupation de violation de la Convention de Genève en utilisant la faim et la privation d'eau comme arme de guerre contre la population civile. En juillet dernier, une étude publiée dans l'*International Journal of Environmental Research and Health* a démontré à Fallujah une hausse de la surmortalité infantile et une augmentation spectaculaire des cas de cancers, (multiplication par 4, et par 12 pour les moins de 14 ans) et de déformation à la naissance, conséquences probables de l'utilisation d'uranium appauvri dans les munitions états-uniennes. L'horreur de Fallujah n'est qu'un "épisode" parmi bien d'autres, en Afghanistan et en Irak. Mais aujourd'hui il nous faut croire que ces mêmes forces US viennent au secours du peuple libyen, motivées par de stricts impératifs humanitaires. Cela laisse rêveur.

Quel sera le sort à moyen terme de la Libye ? Si les opposants viennent au pouvoir, portés par l'Otan, on peut raisonnablement supposer qu'ils resteront redevables à leurs protecteurs, ce qui signifie "*libéralisation économique*", et établissement de bases militaires US. Imaginer que la Libye que projette la composition hétéroclite actuelle, formée en partie d'ex-dignitaires de Kadhafi et de fondamentalistes du *Groupe de combat islamique* soit une "*Libye laïque, démocratique et progressiste*" est faire preuve pour le moins d'une navrante crédulité. Les intellectuels et philosophes distingués qui militent pour les bombes de l'Otan font s'ils y croient, un sinistre pari, sur le sang des Libyens

Un autre scénario possible, est que la no-fly zone et les sanctions soient indéfiniment reconduits, exactement comme pour l'Irak après 1991, avec bombardements 'de routine' quotidiens, "pour protéger les civils". Un embargo sévère sera le complément indispensable de cette généreuse protection des populations civiles par l'Otan. On a déjà pu avoir un avant-goût de sa justification lorsque les forces de l'Otan ont arraisonné un pétrolier et l'ont empêché de livrer sa cargaison à Tripoli : « *Les forces navales [de l'Otan] peuvent intercepter les navires entrant ou quittant les ports libyens si elles disposent d'informations fiables donnant à penser que le navire ou sa cargaison servira à attaquer ou à menacer des civils, directement ou indirectement* »

Dans l'un et l'autre cas, l'Irak actuel donne une idée assez précise de l'avenir de la Libye.

L'Irak a basculé en quelques années d'un rang de pays développé, comme la Libye aujourd'hui, à une position extrême de sous-développement. Les infrastructures sociales se sont effondrées. Avant 1990, le système d'éducation irakien et le système de soin de santé étaient les plus avancés de la région du Proche-Orient. En 2006 le taux officiel d'alphabétisation était tombé à 40%, 24% pour les femmes. Les systèmes de santé, et de services sociaux ont été détruits. Les Irakiens doivent se débattre contre le chômage, la pauvreté, l'insécurité. En 2002, avant l'invasion, l'OMS estimait à plus d'un million et demi le nombre d'enfants morts des suites de l'embargo.

« *23 % de la population vit toujours avec moins de 2,2 dollars par jour, une des causes principales de malnutrition généralisée chez les enfants et les femmes. La malnutrition est élevée avec un enfant sur trois de moins de cinq ans atteint de retard de croissance modéré ou sévère (...). Les violences continues ont détruit les institutions et les dispositifs de protection physique, sociale et juridique dans la plus grande partie du pays. La perte dans le conflit de dizaine de milliers de parents et de personnes s'occupant d'enfants a rendu les enfants encore plus exposés au harcèlement, à l'exploitation et aux mauvais traitements.* » Unicef, avril 2010

Ce ne seront pas dans quelques années les morts des massacres par Kadhafi qui seront à déplorer.

Drapés dans leur bonne conscience humanitaire, les hérauts du droit d'ingérence ne réalisent pas que les conséquences seront infiniment plus désastreuses que le mal qu'ils prétendaient combattre

Quel devrait être le rôle des organisations pacifistes ?

Nous retrouvons avec cette guerre tous les aspects magistralement décrits par Anne Morelli dans son livre "*Principes élémentaires de propagande de guerre*"¹.

L'expérience des guerres est longue, il n'y a pas là de place pour l'angélisme. Il n'y a aucun raison objective que l'Otan soit une œuvre caritative, et que le jeu des USA et des anciennes puissances coloniales soit plus humanitaire que lors des siècles passés.

Il ne s'agit pas pour les militants pacifistes de prouver leur propre bonne volonté pacifiste. Crier "*Non à la guerre, paix, démocratie!*" ne sert pas à grand-chose, si on est par ailleurs aveugle face aux mécanismes d'acceptation mentale de la guerre.

Les organisations progressistes et mouvements de paix, si elles se veulent vraiment avoir un sens et un rôle utile contre la guerre, devraient être particulièrement conscientes du fait que la désinformation est une arme de guerre, plutôt que baisser honteusement la tête à la première attaque coordonnée de la propagande, et servir, malgré soi, de complément humaniste à la campagne guerrière.

¹. Edition Labor, 2001

Roland Marounek

6-4 Marcel Poznanski : La guerre n'est pas un jeu...

Le hasard m'a fait revoir une photo de la grand place de Wavre détruite par les bombardements en l'an 1944 ; je me suis remémoré ma présence dans les bombardements de Louvain (Leuven), blotti dans les caves, entendant les explosions assourdissantes, les tremblements du bâtiment, la peur des adultes transmise aux enfants qui pleurent, qui hurlent, les odeurs d'urine, de vomis. Depuis lors, j'ai toujours une crainte quand un bruit d'explosion surgit, un feu d'artifice, un éclair frappant le sol.

La Libye et surtout Tripoli subissent des bombardements. Au départ, c'était contre les cibles militaires avec « des dégâts collatéraux ». Après 3 mois, il ne reste à bombarder que « les dégâts collatéraux ». La population terrorisée, terrée dans les abris, n'ayant pas eu le temps d'accumuler des vivres, vit l'enfer. Et dire que certains mouvements de la paix se prononcent pour la GUERRE, comme si c'était un jeu vidéo. Précédemment, ils préféraient le terme « intervention humanitaire de l'OTAN », c'est plus joli.

Comment peuvent-ils condamner l'intervention de l'OTAN et de la Belgique en Afghanistan, en rappelant la souffrance de ce peuple sous les bombardements, ce peuple qui doit chaque semaine enterrer des dizaines de corps humains morts sous les bombes lâchées par les gentils avions de l'OTAN, et en même temps, soutenir la guerre en Libye ! Ce sont les mêmes avions bombardiers de l'Otan qui viennent apporter le bonheur au peuple libyen.

Les mensonges de nos médias se suivent et se ressemblent. ; Dans le passé, on disait : « *jamais Hitler n'a attaqué la Pologne, c'était une invasion polonaise qui a obligé l'Allemagne à envahir la Pologne* ». Le dernier média-mensonge en date : la démission de l'ambassadrice de Syrie en France, répercuté sur toutes les ondes radios et TV, suivi d'un démenti, le mal était fait. Il y a le cas de la fameuse "Lesbienne de Damas", qui décrivait de manière poignante la répression "vue à Damas", et qui fit croire à son enlèvement : c'était un étudiant américain vivant en Écosse. Cette information a circulé à travers les médias, avant l'annonce que c'est faux ! Elle servait à diaboliser et à discréditer le pouvoir syrien et ses forces de l'ordre.

Nous ne savons pas ce qui se passe en Syrie, mais en droit belge, les mensonges disqualifient toutes les autres informations. La condamnation de la Libye à l'ONU est due à la supposée intention de M. Kadhafi de massacrer le peuple. La réalité est tout autre : les insurgés pratiquent le massacre des pro-Kadhafi, des travailleurs noirs, les médias évitent d'en informer le public.

La plupart des médias ne s'informent que dans les bureaux liés à l'OTAN, nous essayons dans la mesure de nos moyens de donner une vision d'une autre réalité.

Marcel Poznanski

6-5 Vladimir Caller : Libye, Côte D'Ivoire : Sarkozy jouant au néo-conservateur ?.

Les arbres, encore une fois, servent à cacher des forêts. La diabolisation médiatique de l'adversaire a, à nouveau, permis de dissimuler les intérêts économiques et géopolitiques qui muent les agresseurs.

Nombreux par exemple sont ceux qui ne remettent pas un instant en question le "fait" que Kadhafi a bombardé sa population ; je ne mentionnerai que l'article de Natalie Nougayrède dans Le Monde du 11.03, disant que « *les carnages provoqués par des bombardements aériens n'ont pas, à ce jour, été vérifiés* » et les informations des services de renseignement russes selon lesquels aucun bombardement de populations civiles par l'aviation de Kadhafi n'avait pu être vérifié. Comment par ailleurs expliquer que, dans un monde où le plus petit coin d'une ruelle est sous l'œil des satellites, les services occidentaux, toujours si prêts à susciter nos compassions par une profusion d'images n'en ont produit aucune montrant ces méchants bombardements kadhafistes contre des populations civiles ?

Quant aux motivations humanitaires, toujours aussi compassionnelles, comment ne pas être ébranlé par la révélation du même quotidien français lorsque sa correspondante, Nathalie Guibert nous informe que « *les forces interventionnistes ne touchent pas la marine libyenne parce qu'elle sera utile pour faire barrage aux immigrés dans le 'post-Kadhafi'* » ? (Le Monde, 31.03). Pour ce qui est des opposants désarmés, le doute s'impose lorsqu'on apprend que le 18 mars, un avion de chasse abattu à Benghazi et que l'on croyait du dictateur appartenait en réalité aux insurgés. Et que des média si peu suspects de kadhafisme comme The Telegraph, The Wall Street Journal ou la BBC informaient, des semaines avant la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies, que des commandos armés occidentaux se trouvaient déjà en territoire libyen. Plus près de nous, le 'Canard Enchaîné', dans un article titré « *Fournitures gratuites aux insurgés libyens* », informait le 9 mars, (soit 9 jours avant la résolution du Conseil de Sécurité autorisant l'usage de la force) que des opérations militaires franco-anglo-américaines se déroulaient déjà sur le terrain. Ce journal récidive trois jours plus tard, en nous apprenant que la DGSE — le service de renseignement et d'action extérieur français — « *aurait livré discrètement à Benghazi, dès la mi-mars, quelques canons de 105 mm et des batteries antiaériennes mobiles* ».

Comme si toute cette démonstration d'aventurisme de tout genre était insuffisante, voilà que le couple Sarkozy - Ban-ki Moon se lance dans une opération encore plus douteuse dans le contexte des élections en Côte d'Ivoire. Avec un empressement digne des meilleures causes, le second ordonne à son représentant sur place de valider l'élection du candidat Ouattara, ami personnel du premier. C'est ainsi que, dûment entouré par les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, ce fonctionnaire décide que Ouattara est le vainqueur malgré de très lourdes et sérieuses contestations. Le Français Alberto Bourgi, professeur du droit public et africaniste reconnu, s'étonnait à la radio française ce vendredi 01.04 de cette curieuse célérité.

Encore une fois, ce n'est pas le droit humanitaire ni le sacro-saint principe du respect des urnes qui tirent les ficelles de la gestion du dossier ivoirien. Il se fait que le Président Gbagbo avait osé envisager de ne pas limiter aux seuls capitaux occidentaux les perspectives d'investissement dans son pays, mais de les ouvrir aussi aux Chinois et aux Indiens. Pire encore, il avait des plans pour faire de la commercialisation du cacao, jusqu'alors dans les mains d'une grosse multinationale, un service public contrôlé par l'État, avec la participation des petits producteurs organisés en coopératives. Projets fort gênants parce qu'il se fait qu'un des patrons de cette multinationale, la 'Armajaro Trading Inc', Loïc Folleroux, est le beau-fils de Ouattara, lequel, en spéculateur

habile, venait d'acheter, un mois avant les élections, 240.000 tonnes de cacao en anticipant une envolée de son cours. Suprême irrévérence, le président Gbagbo se proposait de constituer un système financier essentiellement axé sur une banque publique contrôlée par l'État. Projet quelque peu détonnant si l'on considère que son rival Ouattara était l'ancien patron du département Afrique du FMI.

Triste scénario de bien douteuse morale. L'Occident se prépare ainsi, au nom des valeurs humanitaires et de liberté qui sont « les siennes », à sacrer le candidat Ouattara dont la Croix Rouge est occupée à découvrir d'importants charniers semés par ses troupes dans sa route vers Abidjan. Monsieur Sarkozy joue à l'apprenti sorcier en Côte d'Ivoire, deuxième acte d'une partition qui, après la Libye, viserait l'Iran. Délocalisation aidant, les néo-conservateurs ont démenagé vers l'Élysée. Tout en cherchant à assurer la réélection du patron, seront-ils en train d'explorer les traits d'une folle sortie de crise ?

Vladimir Caller

6-6 Thierry Meyssan : L'OTAN face à l'ingratitude des Libyens.

La Coalition des volontaires était venue en Libye pour sauver la population civile de la répression du tyran Kadhafi. Quatre mois plus tard, les foules libyennes ont déserté le territoire libéré de Benghazi et se massent dans de gigantesques manifestations anti-OTAN. Confrontée à une réalité politique inattendue, l'armada de l'Alliance atlantique n'a plus de stratégie. Les Italiens ont amorcé leur retrait, les Français cherchent la sortie. 111 jours après le début de l'intervention de la Coalition des volontaires en Libye, aucune solution militaire n'est en vue et les experts s'accordent tous à dire que le temps joue en faveur du gouvernement libyen, sauf coup de chance et assassinat de Mouammar el-Kadhafi.

Le 7 juillet, le conseil des ministres italien a réduit de moitié l'engagement du pays à l'effort de guerre et a retiré son porte-hélicoptères. Le président Silvio Berlusconi a déclaré qu'il avait toujours été hostile à ce conflit, mais avait été contraint par son parlement d'y participer.

Le 10 juillet, le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a évoqué une solution politique qui passerait par un départ de M. Kadhafi « *dans une autre aile de son palais et avec un autre titre* ». Vu qu'il n'y a plus de palais, la première condition est de pure forme, quand à la seconde, personne n'en comprend le sens, sinon qu'il s'agit d'une échappatoire sémantique.

Les structures sociales et politiques libyennes sont issues de la culture locale et sont manifestement difficiles à comprendre pour nombre d'Occidentaux. Il s'agit d'un système monocaméral de démocratie participative, qui fonctionne remarquablement bien au niveau local, doublé d'un forum tribal qui ne constitue pas une seconde chambre, un sénat, puisqu'il n'a pas de pouvoir législatif, mais intègre les solidarités claniques dans la vie politique. À ce dispositif, s'ajoute la figure du « Guide », qui ne dispose d'aucun pouvoir légal, mais d'une autorité morale. Nul n'est forcé de lui obéir, mais la plupart le font, comme ils agiraient au sein de leur famille vis-à-vis d'un aîné, bien que rien ne les y contraigne. Dans l'ensemble ce système politique est paisible et les gens ne manifestent aucune peur de la police, excepté lors des tentatives de prise de pouvoir ou encore lors de la mutinerie de la prison d'Abou Salim (1996) qui ont été réprimées de manière particulièrement sanglante. Ces précisions permettent de percevoir le caractère absurde des buts de guerre de la Coalition des volontaires.

Officiellement celle-ci intervient à l'appel du Conseil de sécurité des Nations unies pour protéger les victimes civiles d'une répression de masse. Mais aujourd'hui, les Libyens sont persuadés que cette répression n'a jamais existé et que l'armée de l'air libyenne n'a jamais bombardé de quartiers de Benghazi ou de Tripoli. La partie de la population libyenne qui a cru ces informations diffusées par les chaînes de télévision internationales s'est ravisée. Les gens, qui ont tous des parents et amis dispersés dans le pays, ont eu le temps de se renseigner sur les dangers encourus par leurs proches et ont conclu qu'ils avaient été intoxiqués.

Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, le monde est désormais divisé entre ceux qui croient la version US et ceux qui n'y croient pas. Pour ma part, je réside actuellement à Tripoli dans le quartier réputé hostile à M. Kadhafi qui se serait soulevé contre lui et qui aurait été bombardé par son aviation au début du conflit. Je peux attester qu'il n'y a aucune trace de tels événements, à l'exception d'une voiture brûlée. Les seuls immeubles qui ont été bombardés sont des bâtiments officiels qui ont été tardivement détruits par des missiles de l'OTAN.

Quoi qu'il en soit, les principaux leaders de l'OTAN ont évoqué publiquement un autre but de guerre, que certains membres de la Coalition ne semblent pas partager : la démission de M. Kadhafi, le « *changement de régime* ». On entre alors dans une confusion inextricable. D'une part, cette exigence n'a aucun fondement juridique au regard des résolutions pertinentes de l'ONU et n'est aucunement liée à l'objectif affiché de protection de populations réprimées. D'autre part, la démission de M. Kadhafi n'a aucun sens puisqu'il ne dispose d'aucune fonction institutionnelle, mais uniquement d'une autorité morale qui ressort des structures sociales et non pas politiques. Enfin, on ne voit pas de quel droit des membres de l'OTAN s'opposent au processus démocratique et décident en lieu et place du peuple libyen qu'il doit écarter un de ses leaders.

Au demeurant, cette confusion confirme que cette guerre répond à des mobiles inavoués qui ne sont pas partagés par tous les membres de la Coalition des volontaires.

Le principe d'une attaque simultanée de la Libye et de la Syrie a été acté par le pouvoir US dans la semaine suivant les attentats du 11 septembre 2001. Il a été exposé publiquement la première fois par John Bolton, alors secrétaire d'État adjoint, dans son discours du 6 mai 2002 intitulé « *Au-delà de l'Axe du Mal* ». Il a été confirmé par le général Wesley Clark, lors d'un célèbre entretien télévisé, le 2 mars 2007. L'ancien commandeur de l'OTAN y a présenté la liste des États qui seraient successivement attaqués par les États-Unis dans les prochaines années.

Les straussiens [1] avaient prévu d'attaquer initialement l'Afghanistan, l'Irak et l'Iran dans le cadre du « *remodelage du Moyen-Orient élargi* », puis lors de la seconde phase d'attaquer la Libye, la Syrie et le Liban pour étendre le processus au

remodelage du Levant et de l'Afrique du Nord, puis encore dans une troisième phase d'attaquer la Somalie et le Soudan pour remodeler l'Afrique de l'Est.

L'attaque de l'Iran ayant été différée pour des raisons militaires évidentes, nous sommes entrés directement dans la Phase II, sans lien avec les événements réels ou imaginaires de Benghazi. La Coalition des volontaires se trouve embarquée dans un processus qu'elle n'a pas voulu et qui la dépasse.

La stratégie US, mise en œuvre par la France et le Royaume-Uni —associés comme au bon vieux temps de l'expédition de Suez—, était fondée sur une analyse particulièrement fine du système tribal libyen. Sachant que les membres de certaines tribus —principalement les Warfallah— ont été écartés des postes à responsabilité à la suite du putsch manqué de 1993, l'OTAN devait attiser leurs frustrations, les armer et les utiliser comme levier pour renverser le régime et installer un gouvernement pro-occidental. Selon M. Berlusconi, MM. Sarkozy et Cameron auraient indiqué lors d'une réunion des alliés le 19 mars que « *la guerre se terminerait quand il y aurait, comme on s'y attend, une révolte de la population de Tripoli contre le régime actuel* ».

Cette stratégie a connu son apogée, le 27 avril, avec l'appel de 61 chefs de tribus en faveur du Conseil national de transition. À noter que, dans ce document, il n'est déjà plus question des massacres attribués au « régime » à Benghazi et à Tripoli, mais de son intention supposée de les perpétrer. Les signataires remercient la France et l'Union européenne d'avoir empêché un carnage annoncé et non d'avoir stoppé un carnage en cours.

Depuis cet appel, de manière continue et sans interruption, les tribus de l'opposition se sont ralliées une à une au gouvernement de Tripoli et leurs chefs sont venus faire publiquement allégeance à Mouammar Kadhafi. En réalité ce processus avait commencé bien avant et avait été mis en scène, le 8 mars, lorsque le « Guide » avait reçu l'hommage de chefs de tribu à l'hôtel Rixos, au milieu des journalistes occidentaux transformés en boucliers humains et médués par cette nouvelle provocation.

Ceci s'explique simplement : l'opposition intérieure à Kadhafi n'avait aucune raison de renverser le régime avant les événements de Benghazi. L'appel du 27 avril se basait sur des informations que les signataires considèrent aujourd'hui comme des intoxications. Dès lors, chacun s'est rallié au gouvernement national pour lutter contre l'agression étrangère. Conformément à la culture musulmane, les rebelles qui ont fait la preuve de leur bonne foi ont été automatiquement pardonnés et incorporés dans les forces nationales.

Peu importe pour notre analyse de savoir si la répression par le régime de Kadhafi est une réalité historique ou un mythe de la propagande occidentale, ce qui compte, c'est de savoir ce que pensent aujourd'hui les Libyens en tant que peuple souverain.

Il faut ici observer le rapport de force politique. Le Conseil national de transition (CNT) n'a pas su se constituer de base sociale. Sa capitale provisoire, Benghazi, était une ville de 800 000 habitants. Des centaines de milliers d'entre eux ont célébré sa création en février. Aujourd'hui la « ville libérée par les rebelles » et « protégée par l'OTAN » est en fait une agglomération morte qui ne compte plus que quelques dizaines de milliers d'habitants, souvent des gens qui n'ont pas les moyens de partir. Les Benghaziis n'ont pas fui les combats, ils ont fui le nouveau régime.

À l'inverse, le « régime de Kadhafi » a été capable de mobiliser 1,7 million de personnes lors de la manifestation du 1er juillet à Tripoli et il vient de s'engager dans l'organisation de manifestations régionales chaque vendredi. La semaine dernière, ils étaient ainsi plus de 400 000 à Sabha (Sud) et l'on attend une foule identique vendredi à Az Zawiyah (Ouest). Notez bien que ces manifestations sont dirigées contre l'OTAN qui a tué plus d'un millier de leurs compatriotes, détruit les infrastructures non pétrolières du pays et coupé tout approvisionnement par un blocus naval, elles s'articulent autour d'un soutien au « Guide » comme leader anti-colonialiste, mais ne valent pas nécessairement approbation a posteriori de tous les aspects de sa politique.

En définitive, le peuple libyen a parlé. Pour lui, l'OTAN n'est pas venu le protéger, mais conquérir le pays. C'est Kadhafi qui le protège face à l'agression occidentale.

Dans ces conditions l'OTAN n'a plus de stratégie. Pas de « Plan B ». Rien. Les défections côté Conseil national de transition sont si nombreuses que, selon la plupart des experts, les « forces rebelles » ne comprennent plus qu'entre 800 et 1 000 combattants, certes surarmés par l'Alliance, mais incapables de jouer un rôle significatif sans soutien populaire. Il est probable que les commandos des forces spéciales déployés au sol par l'OTAN sont plus nombreux que les combattants libyens qu'ils encadrent.

Le retrait italien et les déclarations du ministre français de la Défense ne sont pas surprenantes. Malgré sa puissance de feu sans équivalent dans l'Histoire, l'armada de l'OTAN a perdu cette guerre. Non pas bien sûr au plan militaire, mais parce qu'elle a oublié que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » et qu'elle s'est trompée politiquement. Les hurlements de Washington, qui a réprimandé le ministre français et refuse de perdre la face, n'y changeront rien.

[1] Les disciples de Leo Strauss.

Thierry Meyssan

Réseau Voltaire

11 juillet 2011

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-face-a-l-ingratitude-des>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19